Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Emploi : un jeune, un parrain, un avenir

Dans un contexte où de nombreux jeunes sortent des radars de l'emploi sans diplôme ni repères, l'association '1 par 1' se distingue en proposant un accompagnement personnalisé vers l'alternance et l'emploi, en plaçant le parrainage au cœur de sa méthode. Depuis 2019, ce dispositif, porté par d'anciens acteurs du monde de l'entreprise, mise sur le 'gagnant-gagnant' entre jeunes et employeurs, avec des résultats tangibles : 154 entretiens individuels avec les jeunes, 79 accompagnés, 31 entreprises sollicitées et 31 'sorties positives' sur le bassin de vie de Carpentras et Avignon. Lors de cet événement, intitulé 'Soirée retrouvailles' l'association faisait le bilan de l'année écoulée à l'amphithéâtre de la CCI d'Avignon, allée des Fenaisons.

Créée en octobre 2019, l'association 1 par 1 a vu le jour à l'initiative de Henri Lachmann, ancien PDG du groupe industriel international Schneider Electric, désormais installé en Vaucluse. Confronté aux difficultés d'insertion des jeunes des quartiers, et sensible aux inégalités d'accès à l'emploi, il a souhaité initier un modèle différent.

Une structure née d'un constat et d'un engagement

Aux côtés de responsables engagés, parmi lesquels Pierrot Lauret, directeur ; Alix Crichton chargée des relations avec les parrains et Patrick Mentrel ex-DRH devenu ambassadeur de l'association, l'organisation s'est donné pour mission de donner une nouvelle dimension à des jeunes souvent jugés 'hors parcours', en tissant un lien de confiance dès l'engagement avec l'entreprise. Objectif ? Permettre à des jeunes entre 16 et 30 ans, parfois sans diplôme ou éloignés des circuits classiques, de trouver une place, non seulement comme salarié, mais comme personne, dans une structure professionnelle adaptée, grâce à un accompagnement personnalisé et bienveillant.

Le parrainage : un levier original et humain

La particularité d'1 par 1 tient dans le recours au parrainage : un accompagnateur issu de l'entreprise, garant d'un suivi individualisé. Contrairement à un tuteur pédagogique ou un manager, le parrain est un tiers bienveillant, choisi pour sa sensibilité, sa capacité d'écoute, son empathie. Son rôle est d'aider le jeune à se découvrir, à s'acclimater, à construire un projet professionnel réaliste et durable, sans rapport de supériorité hiérarchique. Egalement, chaque jeune inséré représente entre 10 000 et 15 000€ d'économie annuelle pour les Finances publiques. Chaque alternant stabilisé contribue en moyenne entre 3 à 5 ans de présence en entreprise après son diplôme et l'insertion par l'alternance est deux fois plus efficace que la recherche d'emploi classique pour les jeunes éloignés du marché.

Copyright MMH

Entreprise cherche supplément d'âme

Ce modèle entend redonner à l'entreprise une dimension éducative et humaine : apprendre le 'savoir-être' autant que le savoir-faire, recréer un lien social, réduire les barrières de l'exclusion, donner leur

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

chance à ceux que le système scolaire a laissés sur le bord du chemin. Comme le dit Henri Lachmann, «les entreprises ont un devoir d'inclusion dans la société » 1 par 1 a tissé plus de 50 partenariats avec les entreprises locales.

Des résultats concrets et encourageants
Chaque année, l'association entre en contact avec 80 à 100 jeunes. Parmi eux, environ 60 bénéficient d'un accompagnement, et 40 à 45 intègrent un parcours concret : alternance, CAP, CDD ou CDI (Contrat à durée déterminée ou contrat à durée indéterminée). L'association aboutit réellement à des emplois durables, à des reconversions réussies, à des jeunes insérés dans des secteurs variés, y compris ceux en tension ou techniques. Des partenariats avec des entreprises locales comme Enedis montrent qu'il est possible d'allier inclusion sociale et besoins de recrutement, même dans des secteurs techniques ou classiques. Au-delà de l'employabilité, le dispositif contribue à restaurer la dignité, le sentiment d'utilité, l'estime de soi, des dimensions souvent négligées, mais fondamentales pour une insertion pérenne.

Vers un modèle durable, responsable pour les jeunes, les entreprises, la société
Dans un contexte national marqué par l'échec de beaucoup de jeunes à trouver un emploi stable après le système scolaire, et où nombre d'entreprises peinent à recruter, le modèle d'Un par Un constitue une réponse innovante : Pour les jeunes : une deuxième chance, non-jugement, accompagnement personnalisé, débouché concret ; Pour les entreprises : des profils motivés, souvent de la main-d'œuvre utile, un engagement sociétal, un rôle de responsabilité civique ; Pour la société : un pont entre exclusion et inclusion, un levier pour réduire les inégalités, relancer l'emploi local.

Jeunes et emploi : où en est le Vaucluse ?
À l'heure où l'engagement social des entreprises redevient un enjeu moral et économique, l'existence d'associations comme Un par Un rappelle que l'emploi n'est pas qu'une question de chiffre, mais de sens. Grâce à un accompagnement sur mesure, un parrainage bienveillant, des partenariats concrets, l'association 1 par 1 prouve que l'on peut remettre l'humain au centre du travail, offrir une seconde chance et bâtir un lien durable entre générations, entreprises et territoires. Dans un contexte régional où l'accès des jeunes à l'emploi demeure fragile, le Vaucluse figure parmi les départements les plus exposés. Les indicateurs confirment une situation contrastée, marquée par une forte demande d'accompagnement.

Les chiffres clés
Près de 9,8 % : taux de chômage global dans le Vaucluse (T2 2025), l'un des plus élevés de Paca ; Entre 25 à 30%, c'est le taux estimé de chômage des 15–24 ans, comparable voire supérieur à la moyenne régionale ; 14% c'est la part des jeunes de moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi inscrits en Paca, tendance similaire dans le Vaucluse ; 32 000 à 33 000 c'est le nombre de demandeurs d'emploi au total dans le département ; 13% des jeunes vauclusiens sont des Neet (ni en emploi, ni en études, ni en formation) ; 1 200 à 1 500 jeunes en situation de décrochage scolaire chaque année dans le Vaucluse ; Les secteurs recrutant le plus : BTP, logistique, hôtellerie-restauration, énergies, services à la personne.
Sources : Dreets Paca, Ma Région Sud, Insee…

Une région PACA sous tension
Près de 8%, c'est le taux de chômage régional (T2 2025) ; 15% de NEET (Ni en emploi, ni en études, ni en

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

formation), parmi les 15–29 ans, c'est l'un des taux les plus élevés de France ; 392 200 demandeurs d'emploi inscrits au 1er trimestre 2025.

Alix Crichton et Pierrot Lauret Copyright MMH

Ce que cela dit du territoire

Entre chômage structurel, manque de qualification, difficultés de mobilité et pénurie de profils adaptés, l'emploi des jeunes reste un défi majeur. Dans ce paysage, les dispositifs d'accompagnement individualisé, tels que ceux portés par 1 par 1, apparaissent comme un levier essentiel pour sécuriser l'entrée dans la vie active et répondre aux besoins des entreprises locales.

Ils ont dit, extraits

Henri Lachmann, ancien PDG du groupe industriel international Schneider Electric,

« On ne peut pas accepter que deux millions de jeunes restent sans école, sans stage, sans formation ni entreprise. On ne réussit jamais seul : les victoires sont collectives. Les entreprises ont un véritable devoir d'inclusion envers la jeunesse. C'est par l'apprentissage et le travail que nous parviendrons à cette intégration. Je veux saluer les jeunes que j'ai entendus ce soir : je les ai trouvés remarquables, avec une vraie aisance et beaucoup de talent. »

Thierry Techer, Directeur de l'Ecole hôtelière d'Avignon

« Nous formons plus de 450 élèves, du CAP au Bac+3 — et, nous l'espérons bientôt, jusqu'au Bac+4 en partenariat avec l'Université d'Avignon. Nos cursus couvrent les métiers du service, du bar, de la cuisine, de l'accueil et de la réception. Nous travaillons régulièrement en restauration éphémère. Nous avons aussi nos propres exemples de réussite, comme Saïd Soumaila, chef du Quai des Saveurs, champion de France des apprentis et troisième au concours européen. Nous accompagnons les jeunes, et nos portes vous sont grandes ouvertes. »

Pierrot Lauret, Directeur de l'association 1 par 1

« Nous construisons un véritable écosystème d'accompagnement en multipliant les expériences : ateliers sportifs, culturels, d'intelligence émotionnelle, actions "Quartiers d'été". Nous concentrons nos efforts sur l'axe Carpentras–Avignon, le plus riche en entreprises et le plus dynamique en termes de mobilité. Nous consolidons nos actions avec de nombreux partenaires : Missions Locales d'Avignon et de Carpentras, AHARP, Centre social Villemarie, CDEF84, Entraide Pierre-Valdo, Protection de l'enfance, Maisons Familiales et Rurales, CFA Florentin-Mouret, association 100 jeunes–100 emplois, Chambres des métiers et de commerce… Nous avons également organisé huit visites collectives en entreprises. »

Sebastien Maggi, Secrétaire-général de la préfecture de Vaucluse

« Vous êtes parvenus à bâtir un véritable écosystème réunissant l'ensemble des acteurs, y compris institutionnels. Cela donne corps au lien de solidarité qui doit structurer toute société avancée pour permettre à chacun de trouver sa place. Vous bénéficiez de financements privés, de l'appui de l'État, notamment via les dispositifs "Quartiers d'été", et de l'engagement de nombreux partenaires, au bénéfice de jeunes parfois confrontés au déterminisme social ou à l'impact de leur lieu de vie. Mais rien n'est une fatalité. Quiconque veut s'en sortir peut trouver, grâce à vous, les leviers pour s'émanciper. L'État ne se

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

résigne pas à laisser quiconque au bord du chemin. À la lecture de votre bilan, face aux témoignages des jeunes, je vois que votre action fonctionne : vous contribuez à leur redonner une place dans la société et à revaloriser le travail comme vecteur d'intégration. »
Mireille Hurlin

Une cinquantaine de personnes était réunie pour la soirée 'Retrouvailles' de l'association 1 par 1, Copyright MMH

Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : où en est le Pays d'Apt ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Lancée en octobre 2022 dans le Pays d'Apt, l'expérimentation 'Territoire zéro chômeur de longue durée' (TZCLD) semble pour le moment porter ses fruits. À l'aube d'une 3e loi prévoyant la suite du projet, qui sera examinée à l'Assemblée nationale le 3 juin prochain, les acteurs de l'opération sur le territoire attendent un affinage et une amélioration des dispositions du projet.

Le projet 'Territoire zéro chômeur de longue durée' s'appuie sur un principe énoncé par le préambule de la Constitution de 1946 : « Chacun a le droit de travailler et le droit d'obtenir un emploi. » En Pays d'Apt, l'expérimentation était à l'origine une initiative citoyenne lancée en 2019. Un projet qui a rapidement été soutenu par les élus du territoire et porté par la communauté de communes Pays d'Apt Luberon qui a débuté l'expérimentation sur les communes d'Apt, Gargas et Saint-Saturnin-lès-Apt en octobre 2022.

Avec l'habilitation de l'expérimentation est née l'entreprise à but d'emploi (EBE) Zou Vaï qui propose divers services comme l'entretien des extérieurs pour les particuliers comme les professionnels, la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

fabrication de produits sur-mesure, ou encore des prestations sur-mesure à destination des entreprises.

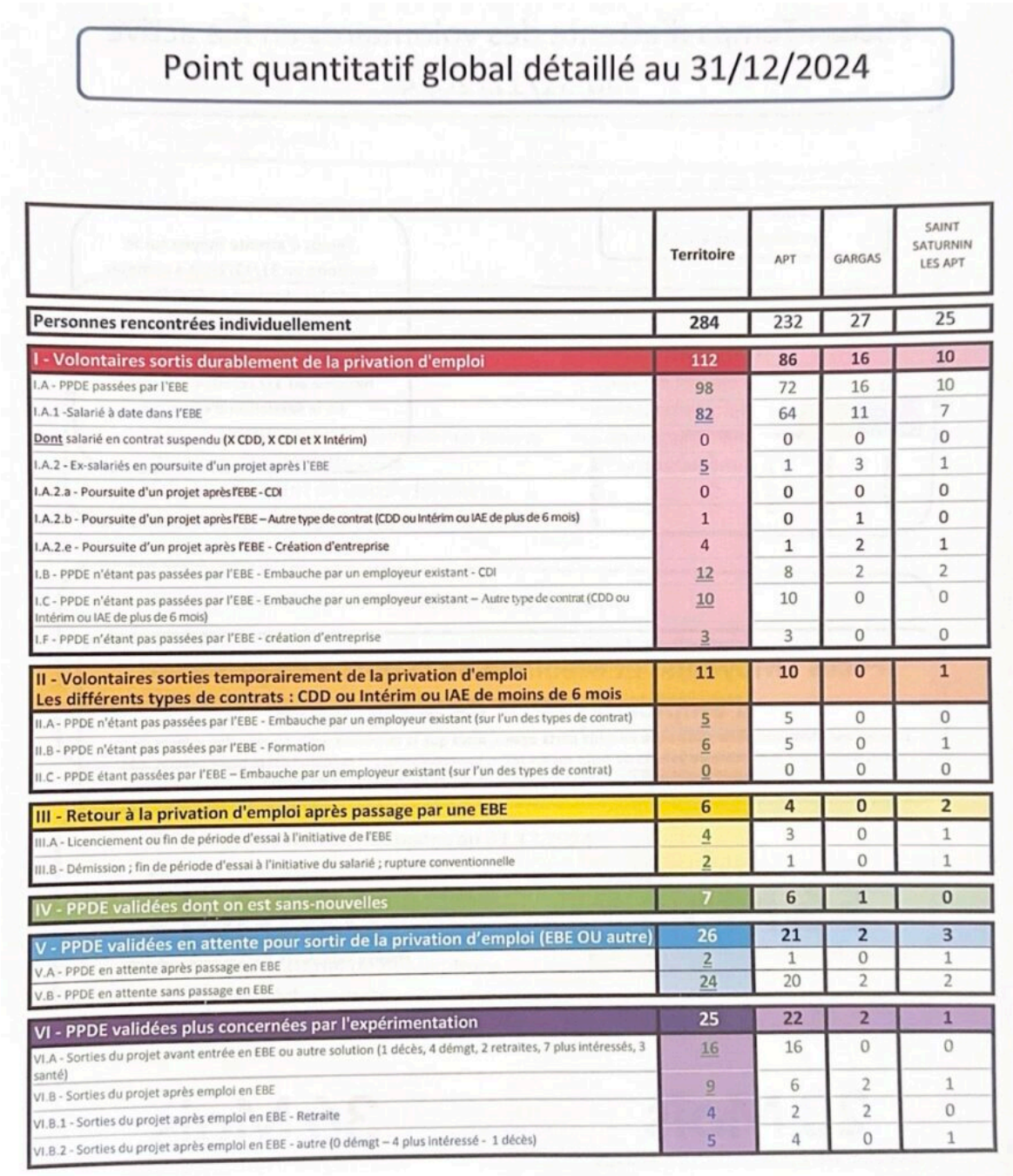
284 personnes privées durablement d'emploi rencontrées

À la mise en place du projet, le Pays d'Apt Luberon, le comité local de l'emploi et l'EBE Zou Vaï se sont donnés pour objectif d'orienter 300 personnes vers les entreprises à but d'emploi (EBE), et 100 personnes de plus vers d'autres sorties positives, et ce, dans les cinq premières années de l'expérimentation.

Plus de deux ans après sa mise en route, l'expérimentation TZCLD a permis la rencontre de 284 personnes privées durablement d'emploi, dont 232 à Apt, 27 à Gargas et 25 à Saint-Saturnin-lès-Apt. Parmi ces 284 personnes, 98 sont passées par l'EBE, et 30 sont sorties de la privation durable d'emploi de façon pérenne en dehors de l'EBE. Parmi les personnes rencontrées, 46% sont des femmes et 54% des hommes. Ces personnes ont entre 18 et 67 ans, dont 35% entre 53 et 64 ans et 12% ont moins de 25 ans. 25% sont diplômées d'un CAP, 16% du BAC, et 20% sont sans diplôme.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025



Point quantitatif global détaillé au 31/12/2024

	Territoire	APT	GARGAS	SAINT SATURNIN LES APT
Personnes rencontrées individuellement	**284**	232	27	25
I - Volontaires sortis durablement de la privation d'emploi	**112**	**86**	**16**	**10**
I.A - PPDE passées par l'EBE	98	72	16	10
I.A.1 -Salarié à date dans l'EBE	82	64	11	7
Dont salarié en contrat suspendu (X CDD, X CDI et X Intérim)	0	0	0	0
I.A.2 - Ex-salariés en poursuite d'un projet après l'EBE	5	1	3	1
I.A.2.a - Poursuite d'un projet après l'EBE - CDI	0	0	0	0
I.A.2.b - Poursuite d'un projet après l'EBE – Autre type de contrat (CDD ou Intérim ou IAE de plus de 6 mois)	1	0	1	0
I.A.2.e - Poursuite d'un projet après l'EBE - Création d'entreprise	4	1	2	1
I.B - PPDE n'étant pas passées par l'EBE - Embauche par un employeur existant - CDI	12	8	2	2
I.C - PPDE n'étant pas passées par l'EBE - Embauche par un employeur existant – Autre type de contrat (CDD ou Intérim ou IAE de plus de 6 mois)	10	10	0	0
I.F - PPDE n'étant pas passées par l'EBE - création d'entreprise	3	3	0	0
II - Volontaires sorties temporairement de la privation d'emploi Les différents types de contrats : CDD ou Intérim ou IAE de moins de 6 mois	**11**	**10**	**0**	**1**
II.A - PPDE n'étant pas passées par l'EBE - Embauche par un employeur existant (sur l'un des types de contrat)	5	5	0	0
II.B - PPDE n'étant pas passées par l'EBE - Formation	6	5	0	1
II.C - PPDE étant passées par l'EBE – Embauche par un employeur existant (sur l'un des types de contrat)	0	0	0	0
III - Retour à la privation d'emploi après passage par une EBE	**6**	**4**	**0**	**2**
III.A - Licenciement ou fin de période d'essai à l'initiative de l'EBE	4	3	0	1
III.B - Démission ; fin de période d'essai à l'initiative du salarié ; rupture conventionnelle	2	1	0	1
IV - PPDE validées dont on est sans-nouvelles	**7**	**6**	**1**	**0**
V - PPDE validées en attente pour sortir de la privation d'emploi (EBE OU autre)	**26**	**21**	**2**	**3**
V.A - PPDE en attente après passage en EBE	2	1	0	1
V.B - PPDE en attente sans passage en EBE	24	20	2	2
VI - PPDE validées plus concernées par l'expérimentation	**25**	**22**	**2**	**1**
VI.A - Sorties du projet avant entrée en EBE ou autre solution (1 décès, 4 démgt, 2 retraites, 7 plus intéressés, 3 santé)	16	16	0	0
VI.B - Sorties du projet après emploi en EBE	9	6	2	1
VI.B.1 - Sorties du projet après emploi en EBE - Retraite	4	2	2	0
VI.B.2 - Sorties du projet après emploi en EBE - autre (0 démgt – 4 plus intéressé - 1 décès)	5	4	0	1

©Comité local de l'emploi / Zou Vaï

« Un accompagnement de dentelle »

Sur le territoire du Pays d'Apt, la durée moyenne de privation durable à l'emploi s'élève à 4 ans et 8 mois (contre 5 ans au niveau national). Les paramètres de cette privation et les besoins dont nécessite sa

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

sortie dépendent de chaque territoire. C'est pourquoi la territorialisation de la lutte contre le chômage d'exclusion, au travers de cette expérimentation , et l'action de proximité sont pertinents.

> « L'ancrage territorial permet un ciblage plus efficace du chômage de longue durée. »
>
> *Tanguy Riou, chargé de mission appui aux territoires de l'expérimentation TZCLD*

À l'instar du territoire, l'expérimentation est même adaptée à chaque personne privée durablement d'emploi. « C'est un vrai accompagnement de dentelle qui se fait car derrière ces privations d'emploi, on a des situations très spécifiques et très complexes, qui sont différentes les unes des autres », explique Karen Auguin, pilote du droit à l'emploi au sein du Comité local de l'emploi dans le cadre de l'expérimentation TZCLD. La durée d'attente moyenne avant de sortir de la privation durable d'emploi s'élève à 9 mois, un temps qui parait élevé mais qui représente peu par rapport au temps de privation d'emploi lui-même.

Une dynamique humaine

L'entreprise à but d'emploi Zou Vaï a été créée dans le but de proposer diverses activités qui répondent à des compétences, mais aussi des appétences différentes tout en restant dans le possible. C'est tout l'intérêt de l'expérimentation qui a pour objectif de créer des activités utiles, que ce soit pour les personnes privées durablement d'emploi ou pour le territoire.

> « Pour cibler les publics, on va sur les marchés, on fait du porte à porte, etc. On sort de la 'logique du guichet'. »
>
> *Nathalie Moncel, chercheure au département Travail Emploi Professionnalisation du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CÉREQ) de Marseille*

« L'expérimentation TZCLD a une dynamique profondément humaine, affirme Fabien Baronnier, directeur général de Zou Vaï. Derrière chaque contrat, il y a une personne qui retrouve une dignité, une place, une perspective. » Au-delà de l'accès à l'emploi, l'EBE permet l'émancipation, l'accès à la santé, au lien social, etc.

Une expérimentation qui fonctionne grâce à de nombreux acteurs

Pour que l'opération TZCLD fonctionne au mieux, comme en témoigne le territoire du Pays d'Apt, il nécessite la mobilisation de nombreux experts dans leur domaine. C'est pourquoi, dès les prémices du

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

projet, les acteurs de l'expérimentation se sont entourés de nombreux partenaires comme Cap Emploi, France Travail, l'HAPA, les CCAS des communes, la Mission Locale, et bien d'autres.

> « La coopération de différents acteurs est indispensable. 'Territoire zéro chômeur de longue durée', ce n'est pas juste un dispositif, c'est une vraie expérimentation. »
>
> *Tanguy Riou*

Une liste qui continue de s'enrichir de jour en jour, avec notamment l'arrivée récente de Coallia, Ingeneria ou encore O2R parmi les partenaires. L'action collective et la coopération des acteurs locaux sont essentielles pour atteindre l'objectif de suppression de la privation d'emploi. S'entourer de partenaires engagés et experts dans leur domaine permet de mieux accompagner les personnes privées durablement d'emploi avant, pendant, et après leur retour à l'emploi.

Malgré cela, les acteurs de l'expérimentation sur le Pays d'Apt déplorent un manque de solution face à l'exclusion par l'emploi. « Aujourd'hui, à part l'EBE, il n'y a pas grand chose, ajoute Karen Auguin. Le territoire a à s'enrichir concernant ce sujet-là dans l'objectif de pérenniser l'expérimentation. »

Qu'en est-il de la 3e loi ?

Aujourd'hui, le modèle d'entreprise d'une EBE reste encore flou. Ce n'est ni un chantier d'insertion ni une entreprise classique. Une imprécision que les acteurs de l'expérimentation espèrent va davantage se préciser avec la nouvelle proposition de loi qui prévoit la suite du projet TZCLD, qui sera examinée à l'Assemblée nationale le mardi 3 juin.

Cette proposition de loi prévoit notamment de pérenniser la démarche sur les territoires actuellement expérimentaux et de rendre possible l'habilitation de nouveaux territoires sans plafond à partir de juillet 2026. Elle propose aussi plusieurs évolutions concernant les conditions expérimentales actuelles, notamment une coopération renforcée entre tous les acteurs du droit à l'emploi au niveau local et une articulation du comité local pour l'emploi TZCLD avec les différents espaces de pilotage et de gouvernance des politiques publiques de l'emploi mises en place suite à l'adoption de la loi Plein emploi en décembre 2023.

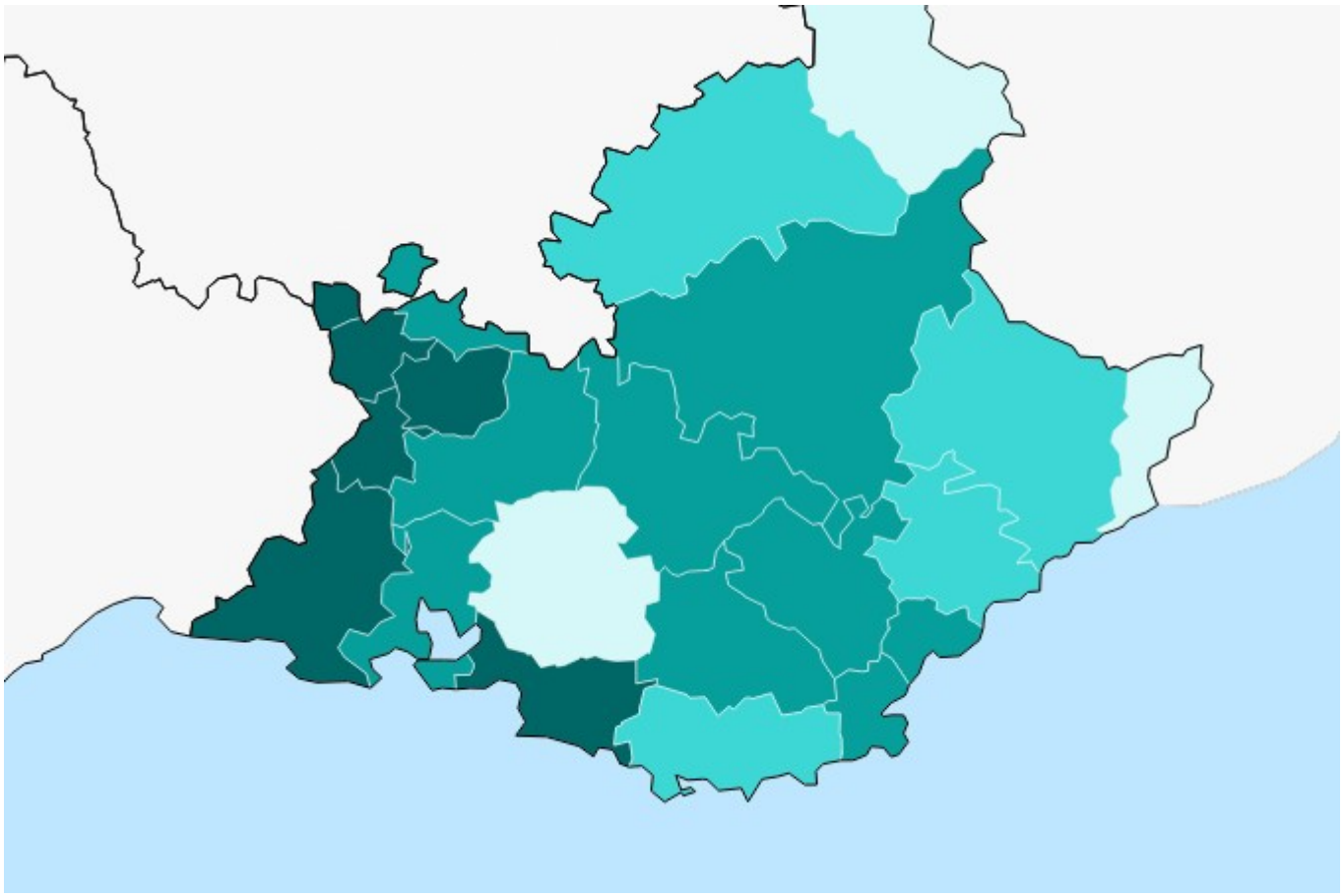
Selon les acteurs de l'expérimentation sur le territoire du Pays d'Apt, le développement de l'EBE est plus limité à cause des réglementations auxquelles elle est soumise, par rapport à l'insertion par l'activité économique (IAE), ou encore l'entreprise adaptée (EA). Qu'est-ce qui va ressortir de la 3e loi ? Telle est l'interrogation qui plane sur Zou Vaï et sur l'expérimentation TZCLD en Pays d'Apt.

Pour découvrir la proposition de loi dans son intégralité, cliquez ici.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Chômage : le Vaucluse cancre de l'emploi en Région Sud



Alors que près de 30 000 emplois sont à pouvoir dans le Vaucluse, trois zones d'emploi vauclusiennes affichent les pires taux de chômage de la région. Avignon, Bollène et Carpentras constitue ainsi le podium des mauvais élèves de l'emploi en Région Sud. Toujours selon le bilan économique 2024 que vient de dévoiler l'Insee Paca, les autres zones d'emploi du département ne font guère mieux puisque 5 territoires vauclusiens apparaissent dans le top 10 des zones d'emploi ayant le plus fort taux de chômage de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

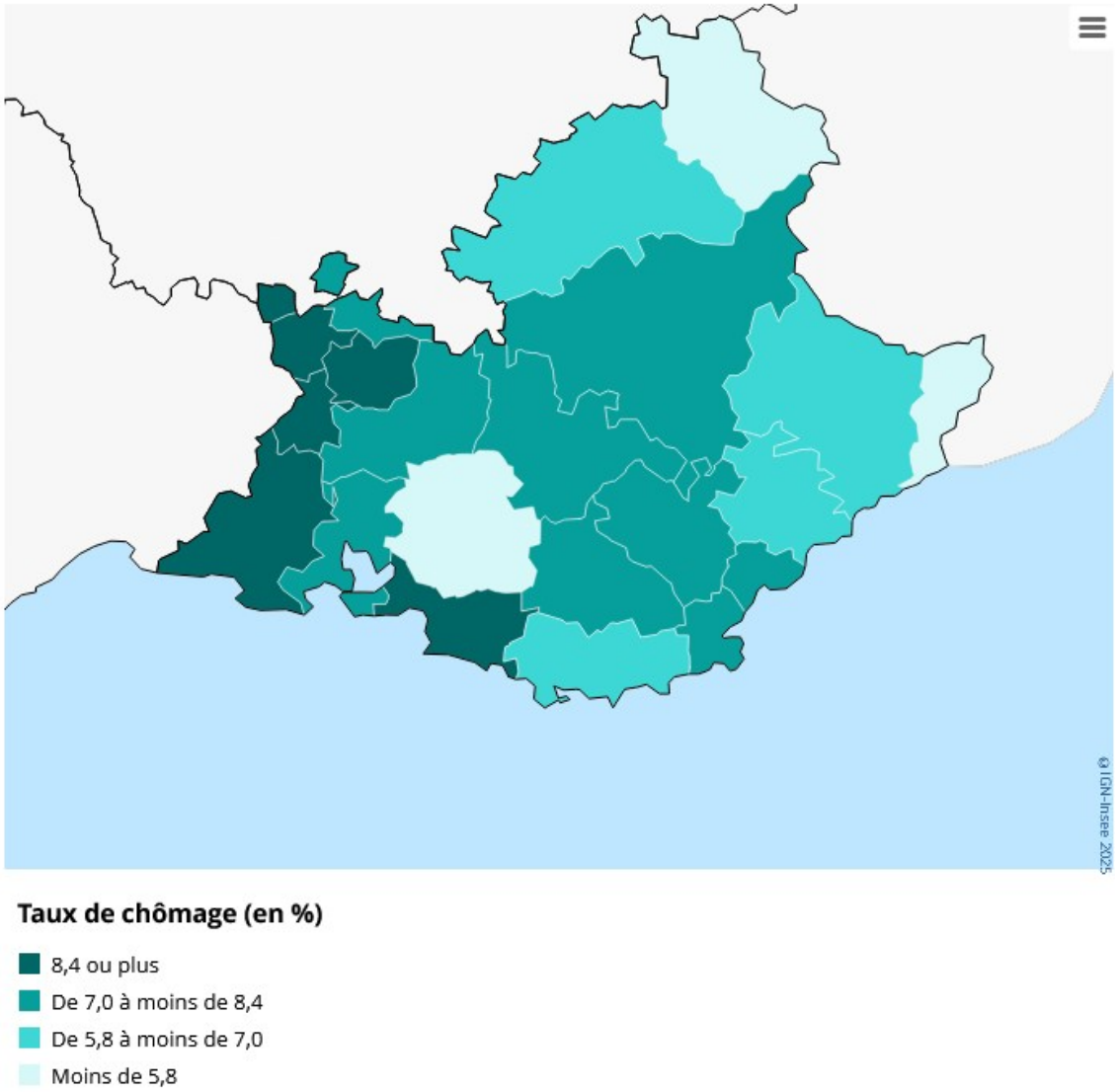
En 2024, le taux de chômage a baissé dans tous les départements de la Région Sud. C'est dans les Hautes-Alpes et les Alpes-Maritimes (respectivement 6,2% et 6,8% au dernier trimestre 2024) que ce

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

taux est le plus faible. A l'inverse, le Vaucluse affiche toujours le niveau régional le plus élevé avec 9,5%.

Taux de chômage par zone d'emploi fin 2024



Source : Insee-Paca

Dans le détail des territoires, trois zones d'emploi du département monopolisent le podium des mauvais élèves de l'emploi (voir tableau ci-dessous). En premier, la partie Paca du secteur d'Avignon (10,5%), devant Bollène (9,8%) et Carpentras (9,4%). Derrière ce 'triplé' dont on se serait bien passé Orange (9,4%) et Cavaillon (8,3%) apparaissent aussi dans le top 10. Seul Valréas se trouve dans la seconde moitié de ce classement des cancres de l'emploi.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Zone d'emploi	Taux de chômage
Avignon - partie Paca	10,5%
Bollène-Pierrelatte - partie Paca	9,8%
Carpentras	9,4%
Marseille	9,3%
Arles - partie Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,9%
Orange	8,9%
Fréjus	8,4%
Brignoles	8,3%
Cavaillon	8,3%
Martigues-Salon	8,3%
Draguignan	8,2%
Digne-les-Bains	7,9%
Manosque	7,9%
Valréas - partie Paca	7,8%
Sainte-Maxime	7,7%
Cannes	7%
Nice	6,7%
Gap	6,3%
Toulon	6,1%
Aix-en-Provence	5,8%
Menton	5,5%
Briançon	4,9%

Source : Insee Paca-Taux de chômage par zone d'emploi fin 2024

213 000 emplois en Vaucluse

Si le nombre d'emplois a augmenté de 0,4% en Provence-Alpes-Côte d'Azur entre 2023 et 2024, il est resté stable en Vaucluse. Fin 2024, notre département totalisait 213 000 emplois sur les 2,02 millions que compte l'ensemble de la région. Cependant, sur 1 an ce chiffre a variablement évolué selon les secteurs (voir tableau ci-dessous) . Ainsi, sur cette période le secteur de la construction est celui qui a le plus souffert dans le département (-4,2%), devant celui de l'agriculture (-3,4%).

Zonage	Emplois au 31/12/2024 (milliers)	Évolution entre 2023 et 2024 (en %)						
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	*dont Intérim*	Tertiaire non marchand	Total
Alpes-de-Haute-Provence	57,6	-9,5	0,9	-1,1	-1,6	*-3,4*	0,8	**-0,7**
Hautes-Alpes	52,5	6,4	2,0	-1,1	2,4	*11,7*	1,5	**1,9**
Alpes-Maritimes	437,8	-2,7	0,7	-2,4	0,4	*-6,9*	0,7	**0,4**
Bouches-du-Rhône	891,8	0,9	1,3	-1,7	0,8	*0,9*	0,7	**0,7**
Var	373,5	0,6	2,6	-2,9	-0,6	*-16,3*	0,7	**0,0**
Vaucluse	213,0	-3,4	1,3	-4,2	0,6	*7,5*	0,0	**0,0**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 026,3	**-1,2**	**1,4**	**-2,3**	**0,4**	***-2,2***	**0,6**	**0,4**

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

A l'inverse, le secteur de l'industrie affiche une tendance positive (1,3% d'emplois supplémentaires en 1 an). Derrière, celui du tertiaire marchand présente aussi un bilan positif (+0,6% dont +7,5% pour l'intérim) alors le secteur du tertiaire non marchand est à l'équilibre.

Vaucluse, près de 30 000 emplois à pourvoir

L'économie régionale a ralenti en 2024

« En 2024, l'économie de Provence-Alpes-Côte d'Azur évolue dans un contexte national de ralentissement généralisé, et en suit les tendances même si elle résiste mieux, expliquent Corinne Roche et Léa Tholozan de l'Insee-Paca dans leur dernière analyse intitulée Bilan économique 2024 : un dynamisme en perte de vitesse. La croissance de l'activité économique régionale est de plus en plus faible, l'emploi suit la même trajectoire, les dépôts de bilan d'entreprises continuent d'augmenter et l'encours de crédits bancaires baisse pour la première fois depuis quinze ans. Toutefois, les créations d'entreprises sont reparties à la hausse, le taux de chômage est au plus bas et les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) sont moins nombreux. Au niveau sectoriel, le bilan est contrasté. L'industrie poursuit sa progression et retrouve son niveau d'emploi d'il y a vingt ans. Le secteur tertiaire est porté par le tourisme qui continue de bénéficier d'une fréquentation en hausse, à rebours de la tendance nationale. À l'inverse, la construction traverse une crise persistante. Le marché du logement neuf souffre, les permis de construire et les mises en chantier sont au plus bas, mais des signes d'amélioration apparaissent en fin d'année. Dans l'agriculture, des conditions météorologiques défavorables ont affecté la production et les prix, notamment des fruits et légumes d'été. »

L.G.

RSA : Coup de frein du nombre d'allocataires en Vaucluse

Sur un an, le nombre de foyers allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) recule à nouveau, mais moins fortement que lors des quatre années précédentes (-3% entre décembre 2023 et décembre 2024). À l'inverse, il repart à la hausse en France métropolitaine (+1%).

Fin décembre 2024, 137 000 foyers sont ainsi allocataires du RSA en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En tenant compte des conjoints, enfants et autres personnes à charge au sein de ces foyers, ce sont 275 600 personnes qui bénéficient du RSA.

Le repli s'observe dans presque tous les départements de la région, plus particulièrement en Vaucluse (-14%), dans les Hautes-Alpes (-7%) et dans les Alpes-Maritimes (-6%). La baisse est proche de la moyenne régionale dans le Var. Les effectifs sont en revanche quasi stables dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Bouches-du-Rhône.

De son côté, le nombre de foyers allocataires de la Prime d'activité (PA) repart très légèrement à la hausse (+0,1%, après -1,5% en 2023) et atteint 379 200 foyers en fin d'année 2024, soit

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

718 600 personnes couvertes par le dispositif. En dehors d'une baisse en 2023, le nombre d'allocataires de cette prime destinée aux travailleurs aux ressources modestes n'a cessé d'augmenter ces dernières années. En France métropolitaine, la hausse est nettement plus marquée (+1,8% fin 2024, après -2,3% en 2023).
Dans les départements du Var et de Vaucluse, le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité augmente sur un an (respectivement de 2,3% et 1,5%). La hausse est faible dans les Bouches-du-Rhône (+0,2%) et les effectifs sont stables dans les Hautes-Alpes. En revanche, le nombre de foyers allocataires recule dans les Alpes-Maritimes (-3%) et les Alpes-de-Haute-Provence (-1,7%).

Vaucluse, près de 30 000 emplois à pourvoir

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Près de 30 000 emplois seraient proposés par les entreprises de Vaucluse à ses habitants actifs selon l'enquête en besoin de main d'œuvre -BMO- menée par France Travail au 31 décembre 2024. Plus précisément 29 350 emplois à venir dans le secteur des services –à hauteur de 54%-, l'agriculture et les industries alimentaires à 27% et le commerce à hauteur de 11%. Egalement, un projet d'embauche sur deux est lié à une activité saisonnière, soit 14 780 propositions.

«Pour la 2e année consécutive, France Travail Vaucluse constate une diminution des intentions d'embauche des employeurs, relève Aude Fredenucci, directrice de France Travail Vaucluse. Les projets de recrutement reculent de 14% sur un an. Au total, 29 350 emplois potentiels ont été recensés, ce qui représente une baisse de 4 700 projets de recrutement par rapport à l'année précédente. Cette tendance départementale reflète celle observée à l'échelle régionale. Enfin, près de 2 intentions de recrutement sur 3 -64%- émanent d'entreprises accueillant moins de 20 salariés et près de 12 450 propositions d'emplois –sur les presque 30 000- sont jugées difficiles.»

Les métiers les plus recherchés

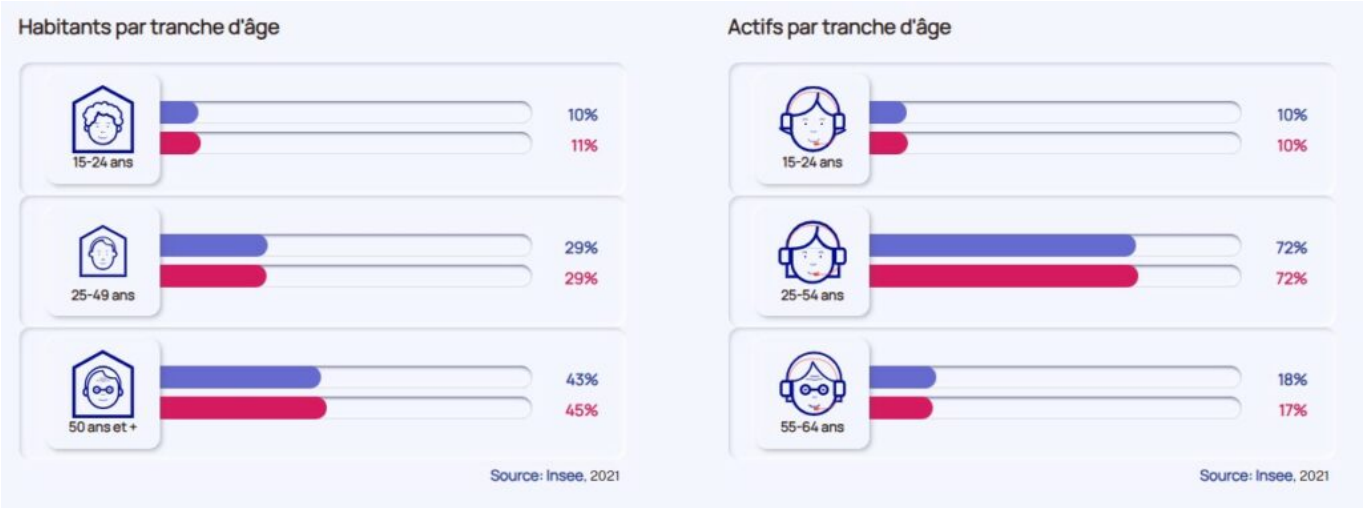
Les métiers les plus recherchés, en emplois saisonniers, sont serveurs de cafés, restaurants, aides de cuisine, employés polyvalents de la restauration, agents d'entretiens de locaux, employés de l'hôtellerie et cuisiniers.

L'agriculture et l'industrie alimentaire

L'agriculture et l'industrie alimentaire se placent en 2e recruteur avec 27% des intentions d'embauche, soit 7 870 projets de recrutement. Les profils les plus recherchés sont viticulteurs, arboriculteurs, agriculteurs, maraîchers, horticulteurs et ouvriers peu qualifiés des industries agro-alimentaires.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025



Le commerce

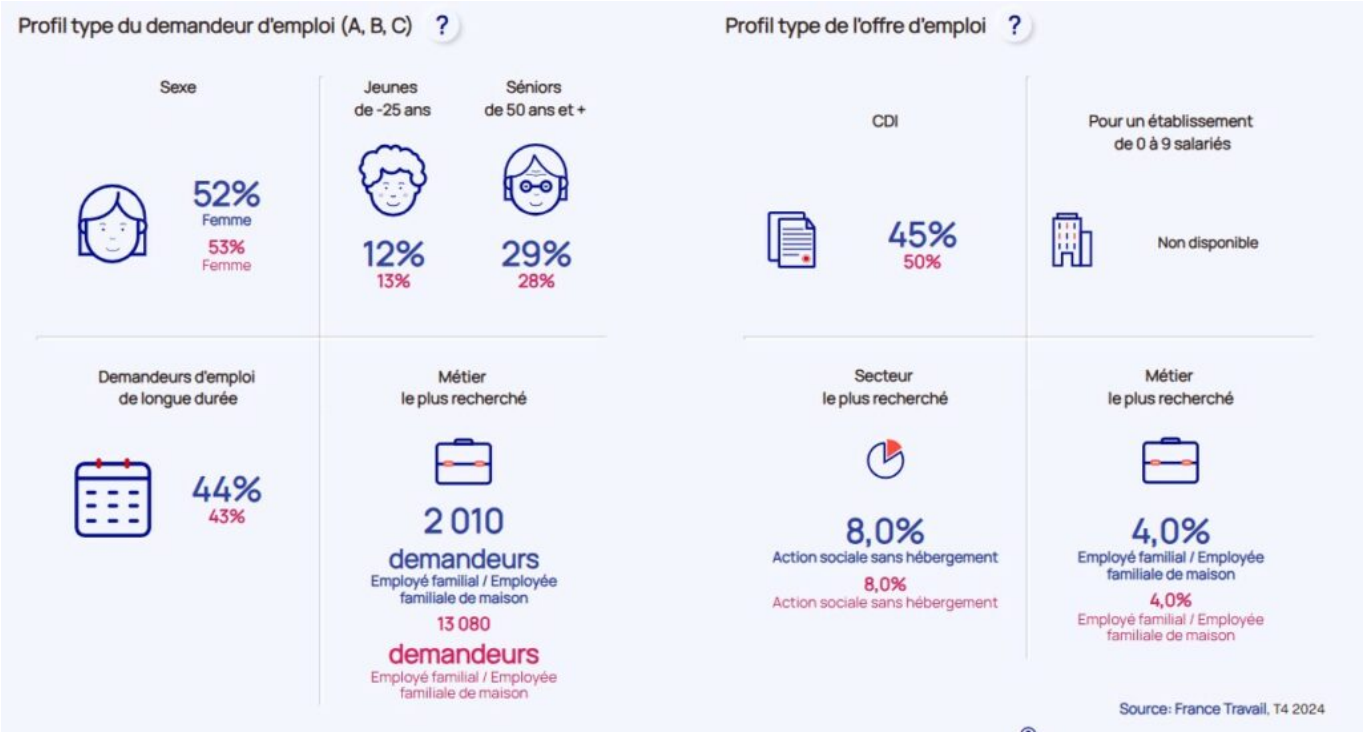
Le commerce est le 3e recruteur potentiel avec 3 210 projets de recrutement. Les profils les plus recherchés sont ceux des employés de libre-service, des manutentionnaires, déménageurs peu qualifiés, des caissiers, des magasiniers, préparateurs de commandes peu qualifiés et des ouvriers mécaniciens de véhicules.

La construction

La construction appellerait 1 400 projets de recrutement dont 65% sont jugés difficiles à trouver comme les maçons qualifiés, les ouvriers (qualifiés ou non) de l'extraction, des travaux publics, les ouvriers en électricité du bâtiment et les conducteurs de travaux, ainsi que des chefs de chantier non-cadres.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025



Les métiers en tension et les plus difficiles à recruter

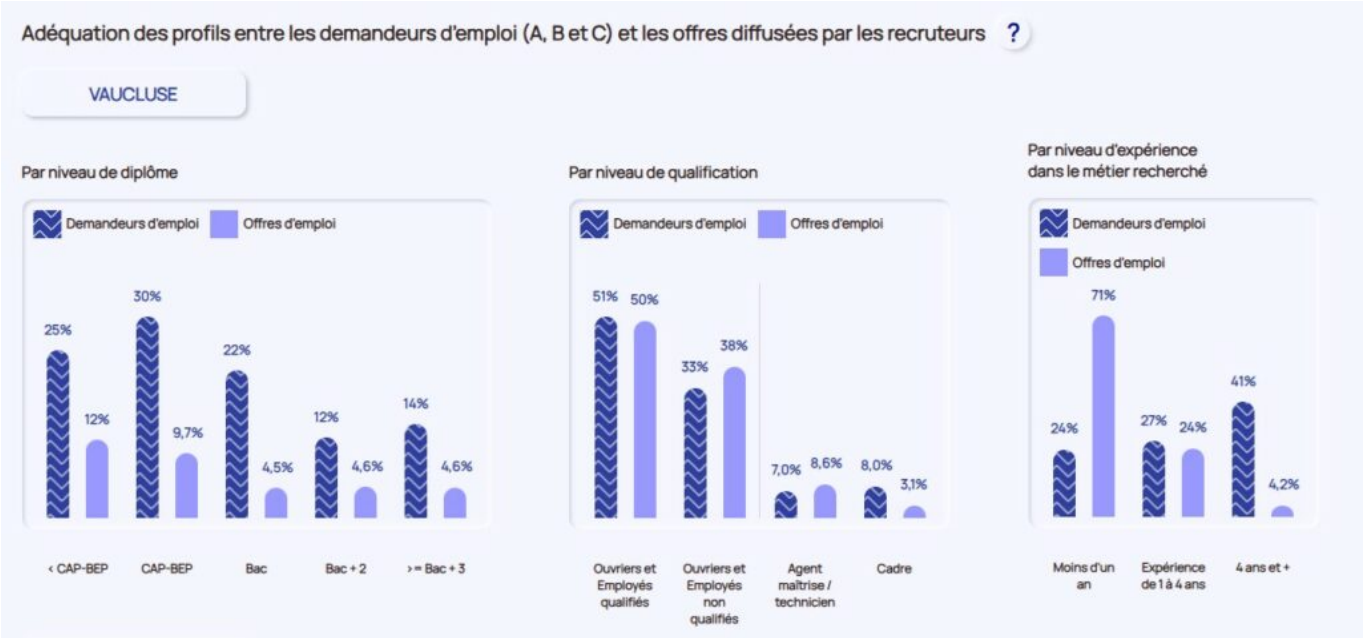
Les 10 métiers les plus recherchés sont aussi les plus difficiles à recruter comme les viticulteurs et arboriculteurs, les agriculteurs, les maraîchers et horticulteurs, les serveurs de cafés restaurants, les aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration et de l'hôtellerie, les agents d'entretien de locaux, les employés de l'hôtellerie, les cuisiniers, les employés de libre-service, les aides-soignants, les aides et auxiliaires de vie, et les artistes de musique, danse et spectacles.

Les freins

Les employeurs évoquent la pénurie de candidats, le manque d'expérience, de diplôme ou de motivation, des problèmes de mobilité dans un département très rural, ainsi que des problèmes pour se loger. Les candidats répliquent par de faibles rémunérations, des conditions de travail difficiles, des avantages sociaux réduits au minimum, le manque de sens du travail.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025



En savoir plus

France travail Vaucluse gère environ 100 000 offres d'emplois par an dont 44 000 en contrat à durée indéterminée et 2 000 personnes formées. Près de 500 personnels constituent sa force de travail. L'agence la plus importante est celle de Joly-Jean avec 110 salariés. Au 31 décembre 2024 le Vaucluse accueillait 60 500 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues pour un taux de chômage de 9,7%, le plus élevé de la région Sud Paca qui est de 7,9%. En ajoutant les allocataires du RSA (Revenu de solidarité active), le plus souvent déjà inscrits avant le 1er janvier 2025 –Depuis cette date les allocataires doivent effectuer 15h d'activités hebdomadaires visant à la reprise d'emploi-le nombre de personnes en recherche d'emploi serait de 65 000. Aude Fredenucci, la directrice de France Travail Vaucluse prévoit «une petite remontée du chômage en 2025 et une baisse en 2026 due aux départs à la retraite.»

Comprendre les catégories de personnes en recherche d'emploi

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ; Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ; Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ; Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie…) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ; Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Les chiffres

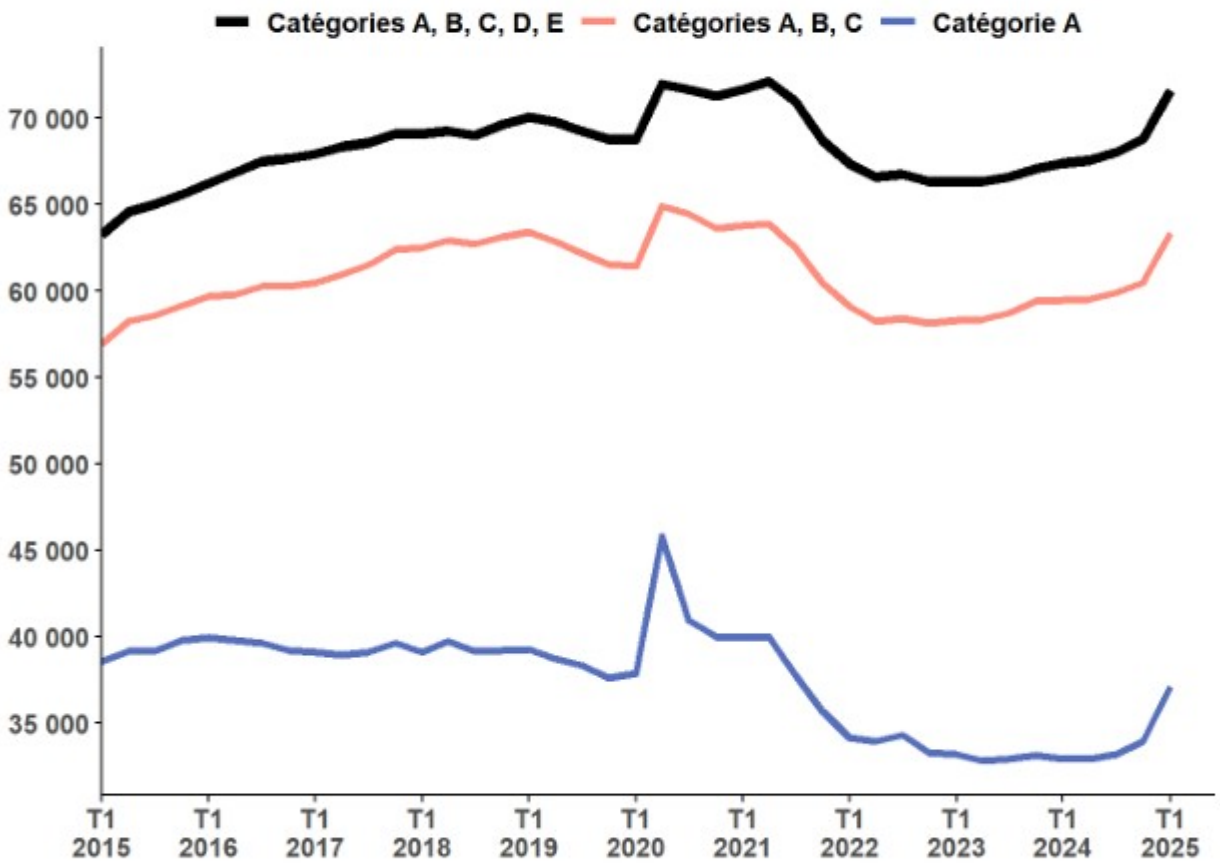
En moyenne au 1er trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 63 350. Parmi eux, 37 130sont sans emploi (catégorie A) et 26 220 exercent une activité réduite (catégories B, C).

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

Vaucluse
Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Copyright France Travail

Une enquête menée depuis 23 ans

L'enquête Besoins en Main-d'Œuvre (BMO) mesure les intentions de recrutement pour l'année à venir, qu'il s'agisse de créations de poste ou de remplacements. Elle est réalisée avec le concours du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (Crédoc, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) depuis 2002. L'enquête BMO 2025 a été réalisée via 4 420 questionnaires exploitables pour le département de Vaucluse soit un taux de retour global de près de 24,4%.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Méthodologie
L'édition 2025 a été réalisée entre octobre et décembre 2024. 18 140 établissements ont été contactés pour le département de Vaucluse. Le champ de l'enquête comprend les établissements : relevant de l'Assurance chômage, de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours de la période récente, du secteur agricole, du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions…), les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles…) et pour finir les officiers publics ou ministériels (notaires…). L'enquête ne comprend donc ni les administrations de l'État (ministères…) ni certains établissements publics (Banque de France…). L'enquête BMO 2025 est réalisée via 4 420 questionnaires exploitables pour le département de Vaucluse soit un taux de retour global de près de 24,4%.

Etude : « Il y a un réel élan de solidarité dans les Quartiers de la ville »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

70 étudiants en 3e année de licence Administration, économique et sociale (AES) de l'université d'Avignon ont réalisé une étude sur les Quartiers politique de la ville (QPV) de Vaucluse. Ces travaux, intitulés « Derrière les clichés des quartiers prioritaires : Des formes d'attachements construites entre économies informelles et sentiments d'exclusion » viennent d'être présentés ce mardi 7 mai 2024 lors d'une restitution orale au sein de la faculté.

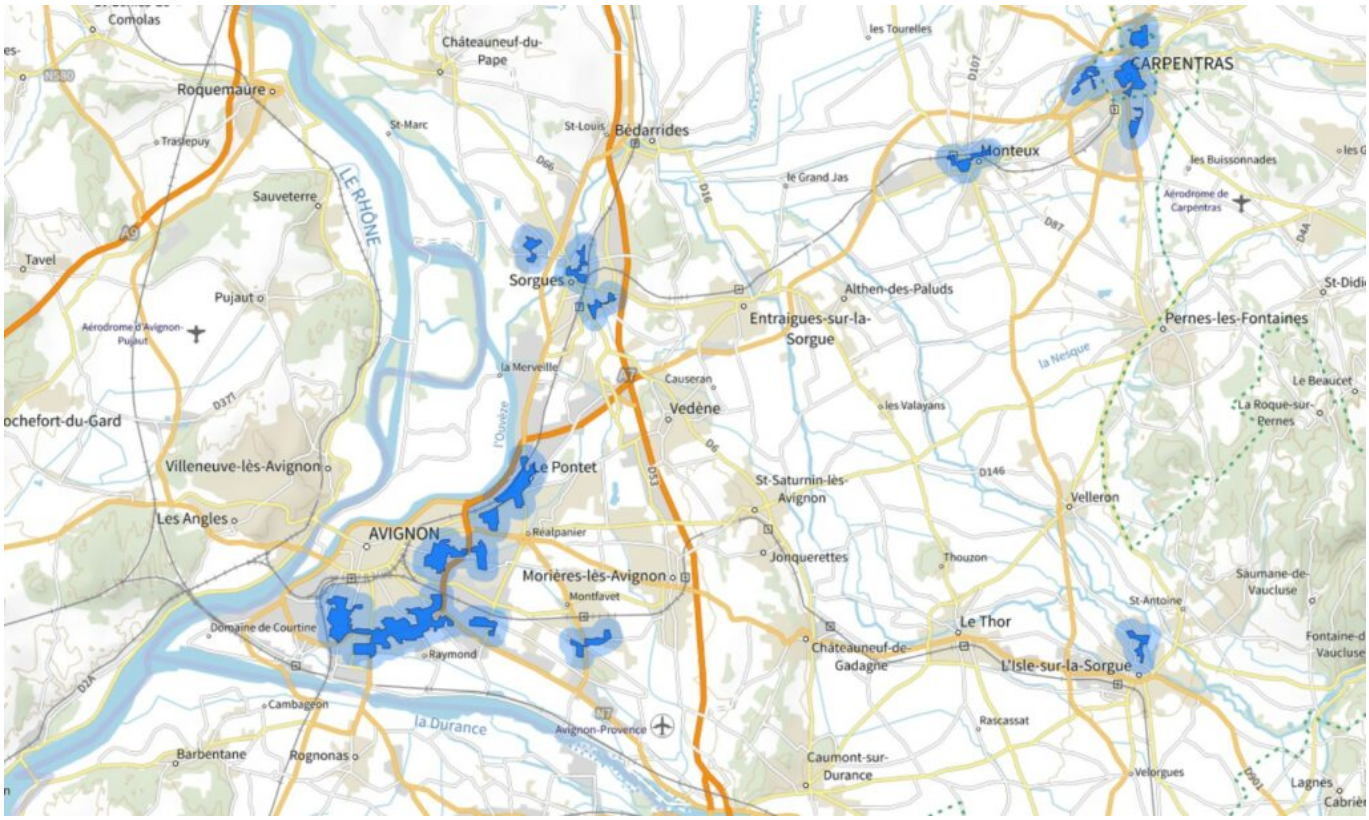
Les élèves de la promotion 2023-2024 de 3e année de la licence AES (Administration, économique et sociale) de l'Université d'Avignon ont effectué lors de leur 6e semestre une large étude autour des Quartiers politique de la ville (QPV) de Vaucluse constituée d'entretiens, d'études ethnographiques et de données quantitatives. Ce travail a été présenté ce mardi 7 mai lors d'une restitution orale menée par les principaux acteurs de cette étude, à savoir les étudiants qui ont présenté l'ensemble de leurs recherches lors d'une conférence à la faculté qui a réuni une centaine de personnes « notre premier travail c'était l'observation et la connaissance. Nous voulions savoir l'histoire de ces lieux populaires, l'histoire de ses habitants, puis nous avons noté lors de nos journées là-bas le déroulement des journées, les habitudes de chacun, les lieux fréquentés, la mémorisation des mots tout en jugeant positivement », annonce en introduction Shaima, une des étudiantes qui a élaboré cette étude.

> « Nous voulions savoir l'histoire de ces lieux populaires, l'histoire de ses habitants. »
>
> *Shaima, étudiante en licence AES*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Au final ce sont plus de 140 entretiens, qui ont été réalisés par les étudiants sur le terrain, dans les zones de Monclar, Champfleury, Saint-Chamand et la Rocade Sud à Avignon, les Amandiers-Eléphants à Carpentras, Générat/Establet à Sorgues ainsi qu'à l'Isle-sur-la-Sorgue. 70 femmes et 70 hommes ont accepté de répondre aux interrogations des étudiants lors de ce travail de fond afin de respecter une parité totale « on était par groupe de 7 ou 8 pour mener nos enquêtes, on s'est réparti les différents quartiers afin d'organiser au mieux nos visites et observations qui nous ont servi à nos notes ethnographiques et on a mis tout en commun lors du dernier mois » explique Elisa, 21 ans, étudiante en 3e année de licence AES.



Le Vaucluse compte 23 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) situés principalement dans le Grand Avignon et à Carpentras.

L'attachement et l'enracinement aux Quartiers de la ville

Ce projet avait pour but de mettre en avant les conditions des habitants de ces quartiers et de leur politisation. Il a été mené en collaboration avec Stéphanie Abrial, Christophe Parnet et Pierre Chiron, chercheurs scientifiques du laboratoire Pacte dans le cadre d'un projet financé par l'Agence Nationale de Recherche. Les deux premiers cités sont intervenus par visioconférence à la fin de la conférence pour appuyer les points principaux soulignés par les jeunes chercheurs avignonnais.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Le Vaucluse passe de 22 à 23 quartiers prioritaires

Pour structurer ce travail de 'fourmi', qui s'est déroulé sur 4 mois, les 70 étudiants ont choisi de construire leur travail méthodologique autour de trois parties définies après la mise en commun de tous les entretiens réalisés sur le terrain. Le premier axe s'est concentré sur le lien fort qui existe entre les habitants et les quartiers de la ville qui a permis de faire ressortir un profond attachement voir un enracinement ressenti par les résidents mais aussi la solidarité importante qui existe entre eux « nous avons effectué une grille d'entretien à partir de nos observations et des premières interactions que nous avons eu avec les habitants, on a parlé avec les associations, les acteurs sociaux et enfin les habitants, il en est ressorti en premier lieu un sentiment d'attachement au quartier où les individus tissent des liens propres avec leurs environnements et les leurs. Cela peut s'expliquer par une volonté de se réclamer d'un territoire repensé ou identifié négativement dans lequel le chômage prédomine sans possibilité d'issue ou d'échappatoire » constate Lorenzo, un étudiant de la licence.

> « On est loin des clichés de violence véhiculés par les médias, il y a un réel élan de solidarité. »
>
> *Alexandre*

Cette partie de l'étude a permis aux apprentis sociologues de relier ce sentiment à une sensation d'exclusion ou d'abandon qui résulte du regard des autres et des politiques municipales, c'est par ce prisme que l'attachement et le sentiment d'appartenance au quartier se construit selon les résultats de leurs entretiens.

Au fur et à mesure de l'avancée de l'étude, les élèves d'AES d'Avignon ont pu constater que ce sentiment d'appartenance s'accompagnait par une solidarité importante entre chaque individu vivant dans les Quartiers de la Ville. Une donnée importante dans un milieu souvent décrit comme propice aux règlements de comptes et à l'insécurité « on a pu remarquer au cours de nos semaines d'observations que plusieurs évènements comme des barbecues étaient organisés, ouverts à tous, sans distinctions d'âge ou d'origine ethnique. On a pu également noter que plusieurs dispositifs étaient mis en place par les jeunes du quartier pour aider les mères de famille à porter les courses ou les emmener à certains endroits, ce sont des faits caractéristiques selon nous car c'est révélateur de l'ambiance générale et des règles caractéristiques, on est loin des clichés de violence véhiculés par les médias, il y a un réel élan de solidarité » assure Alexandre, un des étudiants ayant participé à l'étude.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Durant la présentation de l'étude à l'université d'Avignon.

Des quartiers biens plus structurés qu'on ne le pensait

La portée immersive de l'étude menée par les étudiants au sein des quartiers prioritaires les à mener à s'intéresser de plus près à la vie et à l'organisation socio-économique qui s'est crée et qui perdure au sein de ces zones qualifiées de prioritaires par les politiques publiques « nous avons constatés que les QPV sur le Vaucluse sont bien plus structurées et éparpillées qu'on pouvait l'imaginer, il était donc essentiel pour nous d'établir des notes ethnographiques et d'en faire plusieurs synthèses, ce qui nous a permis à partir de ce travail de récolter des datas. Ainsi, nous avons pu définir précisément des valeurs extrêmes sur la part des jeunes dans la population, le taux de diplômés du supérieur, le taux de chômage et le taux d'abstention, à partir de ces résultats nous avons pu faire des corrélations entre ces caractéristiques » détaille Alexandre.

Le quartier de Monclar détient le record de pauvreté en Vaucluse

75,5% de taux de pauvreté dans le quartier de Monclar avec une population majoritairement jeune à 51,4%, c'est le record sur le département du Vaucluse. Ce sont les chiffres récoltés par les étudiants de la licence AES d'Avignon, ils y ont noté également un taux d'abstention de 43,6%. Deux données mis en évidence et face à face car selon les auteurs de l'étude on peut noter une corrélation entre les difficultés

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

économiques de la jeunesse des quartiers et la non-participation à la vie politique nationale. Le travail de fond effectué à permis de définir précisément le revenu médian au sein de ces 8 QPV vauclusiens, il s'élève à 950€ par mois, ce qui veut dire que sur un quartier de 10 000 habitants, c'est à partir de la 5 000e personne que cette dernière gagnera 950€ par mois dans ce quartier.

	Monclar	Amandiers -Eléphants	Champfleury	Saint-Chamand	Rocade Sud	Nord-Est	Isle-sur-la Sorgue	Générat/Establ et à Sorgues
Revenu médian mensuel	642€	959€	1916€	600€	1102€	620€	730€	683€
Taux de pauvreté	75%	55,4%	Indisponible	57%	56%	Indisponible	51,3%	76,1%
Taux de chômage	32,6%	42,4%	18%	32%	39,8%	18%	23,9%	18%
Logements sociaux	80,9%	66,6%	Indisponible	Indisponible	55%	77%	Indisponible	32,54%*
Taux de diplômés supérieurs	Indisponible	8,9%	36,9%	13%	13%	13,5%	10%	19%

Pourcentage de foyers allocataires de la CAF

Beaucoup de clichés à déconstruire

Cette étude a également permis de définir que c'est au sein du QPV de Champfleury, zone voisine de Monclar que le taux de chômage est le plus faible sur l'ensemble des quartiers concernés du département avec 18% de la population qui est sans-emploi et un taux de diplômés dans le supérieur au-dessus de la moyenne « la précision des chiffres et de ces études ethnographiques était fondamentale pour établir nos hypothèses et constats. Par exemple, on s'est aperçu suite à nos entretiens que le taux de population immigré le plus bas sur notre département était à l'Isle-sur-la-Sorgues avec 30% de population immigré et un taux de pauvreté qui était également le plus bas avec 51,4%, on a donc établi une corrélation entre le fait d'être immigré et le fait d'avoir des difficultés économiques ».

> « Nous avons été confronté à la réalité des choses. »
>
> *Elisa*

Au-delà des données, des chiffres et des constats, hypothèses ou corrélations tirées de leur travail, cette étude a surtout permis aux jeunes étudiants de la cité papale de découvrir un peu mieux leur territoire et de comprendre comment se passer la vie des habitants de ces zones prioritaires et comment ils faisaient face à leurs problématiques du quotidien « Cette étude nous a énormément nourri car nous avons été confronté à la réalité des choses. Cela nous a permis de nous apercevoir que, déjà, on prend conscience de l'écart des inégalités socio-économiques qui touchent ces zones prioritaires. Ensuite, on se rend compte que beaucoup de clichés sont complètement à déconstruire. Qu'ils sont faux, parce qu'en fait, ils sont beaucoup plus complexes et organisés que les idées qu'on laisse entendre. C'est fou comme la relation de confiance entre nous, chercheurs-étudiants, et les gens que nous avons interrogé s'est renforcé progressivement, dès qu'on s'intéresse un peu à eux et qu'on apprend à les connaitre, toutes les idées reçues se déconstruisent » conclut Elisa.

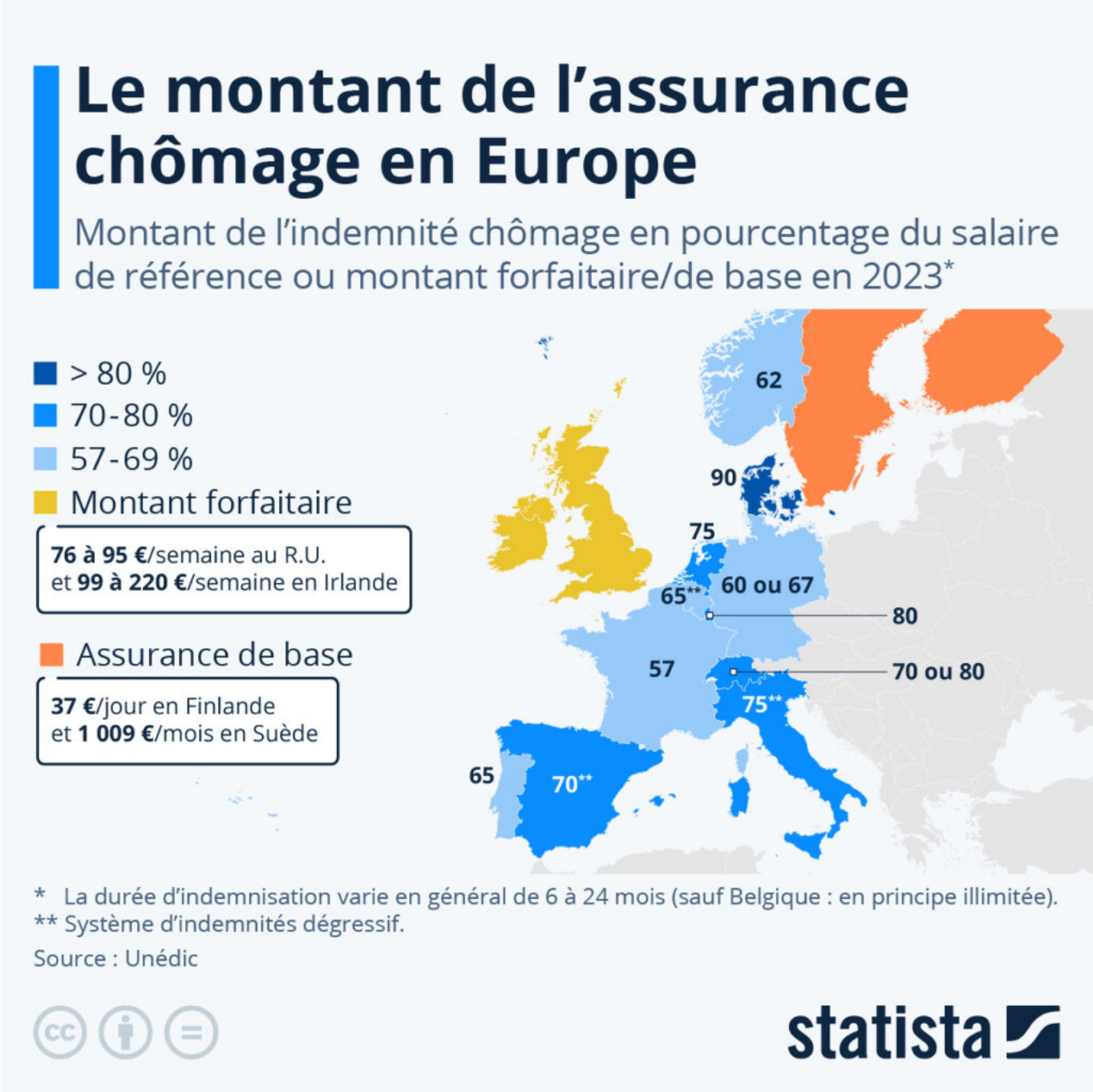
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Assurance chômage : quels pays sont les plus généreux en Europe ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025



Après deux réformes entrées en vigueur en 2021 et 2023, l'assurance chômage reste dans le viseur du gouvernement français. Lors d'un entretien le mardi 27 février 2024, le Premier ministre Gabriel Attal a promis de « continuer à réformer » afin de « réduire nos déficits ». À cet égard, il s'est dit favorable à ce qu'on « rouvre le chantier » de l'assurance chômage afin d'avoir « un modèle social qui incite davantage à l'activité ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Le modèle français d'assurance chômage a longtemps été perçu comme le plus généreux en Europe, mais qu'en est-il vraiment aujourd'hui ? Comme le révèlent les données compilées par l'Unédic, qui a comparé l'assurance chômage dans quinze pays européens en 2023, sur le volet du montant de l'indemnité, la France ne fait pas partie des meilleurs élèves.

L'assurance chômage en France assure 57 % du salaire journalier de référence, soit un taux nettement inférieur à celui pratiqué au Danemark, pays le plus généreux avec une indemnité couvrant 90 % du salaire de référence, au Luxembourg (80 % du salaire de référence brut), en Suisse (70 ou 80 %), au Pays-Bas (75 %) ou encore en Italie (75 % et dégressif à partir du 6e mois : -3 % par mois). À l'image de l'Italie, deux autres pays ont fait le choix d'une allocation dégressive pour les demandeurs d'emploi : l'Espagne avec 70 % du salaire de référence pendant les 180 premiers jours puis 60 % ensuite, ainsi que la Belgique, où le taux s'élève à 65 % pendant les trois premiers mois avant de diminuer en plusieurs phases (selon la situation personnelle).

Comme le met en avant notre carte, la Suède, la Finlande, le Royaume-Uni et l'Irlande se démarquent, puisque dans ces pays le montant de l'assurance chômage n'est pas fixé en fonction du salaire de référence. En Suède et en Finlande, on trouve une assurance de base de respectivement 1009 euros et 1110 euros par mois. Tandis qu'outre-Manche, il s'agit d'un forfait qui peut monter jusqu'à 880 euros par mois en Irlande et jusqu'à 380 euros mensuels au Royaume-Uni. Le régime britannique apparait ainsi comme le moins généreux pour le montant de l'assurance chômage.

Quant à la durée d'indemnisation, elle varie en général de 6 à 24 mois selon les pays et la situation des demandeurs d'emploi, sauf en Belgique, où elle est en principe illimitée. En France, la durée maximale d'indemnisation peut aller jusqu'à 2 ans environ, et ce chiffre est similaire en Espagne, en Allemagne et au Danemark par exemple. En revanche, la durée maximale de versement des allocations est inférieure au Portugal (18 mois), au Luxembourg (12 mois), en Irlande (9 mois), au Royaume-Uni (6 mois) et en Suède (300 jours ou 450 jours si enfant à charge).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Medef Vaucluse : pour une meilleure protection chômage des chefs d'entreprise

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Jeudi 7 décembre prochain, le Medef de Vaucluse organise une matinale sur le thème de la protection chômage des chefs d'entreprises (voir les informations pratiques en fin d'article). Animée par l'association GSC, en partenariat avec le cabinet avignonnais Axio Avocat et la société d'avocat avignonnaise Baroso & Tricarico, ce rendez-vous vise à évoquer la sécurisation de l'avenir des chefs d'entreprises. En effet, contrairement aux salariés, les entrepreneurs sont rarement couverts par Pôle emploi et les conséquences peuvent être importantes pour eux et leurs proches.

504 patrons vauclusiens au chômage

En 2022, 504 chefs d'entreprise vauclusiens ont ainsi perdu leur activité professionnelle. Un chiffre en hausse de 44% par rapport à l'année précédente alors que cette augmentation s'élève à 25,4% pour la moyenne régionale.

Actuellement au niveau national, près de 140 chefs d'entreprise perdent désormais leur emploi chaque jour. Ainsi, 25 296 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi entre janvier et juin 2023, soit une hausse de 36,6% par rapport au semestre de l'année précédente.

« S'assurer, c'est aussi se permettre de reconstruire un projet sans engager ses biens personnels et sans impacter sa vie de famille. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Face à cela, GSC propose donc des solutions de protection chômage des indépendants imaginées il y a 40 ans par les syndicats patronaux. « L'assurance volontaire qu'elle promeut permet aux entrepreneurs et mandataires sociaux de percevoir un revenu en cas de perte d'emploi », expliquent les organisateurs de cette matinale qui se déroulera à partir de 8h15 au Château Saint-Laurent à Morières-lès-Avignon.
« S'assurer, c'est aussi se permettre de reconstruire un projet sans engager ses biens personnels et sans impacter sa vie de famille », poursuivent les intervenants de GSC.

Le Medef à la RUE

Cette matinale fait suite à plusieurs autres opérations que le Medef 84 a proposé ces dernières semaines. Tout d'abord, l'organisation patronale vauclusienne est devenue partenaire du dispositif RUE (Rapprochement université/entreprise) dont le Medef-Sud est l'un des financeurs. Cet outil, qui découle de l'une des missions de l'association Recherche et Avenir, permet de mettre en relation les entreprises avec les laboratoires de recherche et les plateformes technologiques universitaires ainsi que les grandes écoles afin de trouver des solutions dans les domaines scientifiques et techniques. RUE est le seul dispositif dont l'accompagnement est gratuit pour les entreprises car ilsubventionné par les acteurs de l'innovation en Région Sud où sont implantés 195 laboratoires regroupant 27 000 chercheurs.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Sensibilisation à la cybersécurité des adhérents du Medef 84 avec la gendarmerie de Vaucluse.

Cybersécurité avec la gendarmerie

Fin novembre, une quinzaine d'entreprises membres du Medef 84 ont aussi participé à une réunion de sensibilisation sur la cybersécurité. Une rencontre animée par l'officier prévention, le référent sûreté et un réserviste spécialiste cyber de la gendarmerie de Vaucluse. L'occasion pour ces derniers de présenter comment adopter des cyber-réflexes en expliquant comment faire face à divers types d'attaques, en utilisant les bons outils et en adoptant les comportements adéquats pour assurer la protection d'un site internet.

A la chasse aux stéréotypes professionnels

Enfin, jusqu'à la fin de l'année 2023, le Medef 84 participe à l'initiative 'clash tes stéréotypes' visant à déconstruire les préjugés que les élèves auraient du monde professionnel afin de rendre ces secteurs plus attractifs.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Les lycéens de l'Arc d'Orange en visite au centre de valorisation Alcyon à Bollène.

Dans ce cadre, 5 établissements scolaires vauclusiens vont visiter des entreprises locales et échanger avec les collaborateurs pour découvrir leurs métiers. Des rencontres qui ont déjà débuté avec le déplacement de lycéens de l'Arc d'Orange au centre de valorisation des déchets d'Alcyon à Bollène, ceux du lycée Philippe-de-Girard d'Avignon à la clinique du Lavarin à Avignon et des collégiens de la Salle-Saint-Charles de Cavaillon chez les transports Czimer à Cavaillon. Ces visites se poursuivront avec le collège Saint-Louis d'Orange au magasin Leroy Merlin d'Avignon et le lycée Ismaël-Dauphin de Cavaillon sur les sites Mc Cormick-Ducros à Monteux.

L.G.

« La protection chômage des chefs d'entreprises ». Jeudi 7 décembre. A partir de 8h15. Château Saint-Laurent. 1847, route de Noves. Morières-lès-Avignon.
Inscription obligatoire sur ce lien

Contact : www.upvaucluse.com – 04 90 88 08 41 – aurelie.lecaudey@upmedef84.fr

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

La part d'emplois précaires a explosé en 30 ans

En l'espace d'environ une génération (soit une trentaine d'années), l'entrée sur le marché du travail s'est fortement précarisée en France. Comme le révèle une étude publiée récemment dans le journal Le Monde, la part d'emplois précaires des moins de 25 ans a triplé entre 1983 et 2019. Concrètement, plus d'un jeune salarié sur deux est aujourd'hui soit en CDD, soit en intérim, soit en contrat aidé ou d'apprentissage (près de 53 % en 2019).

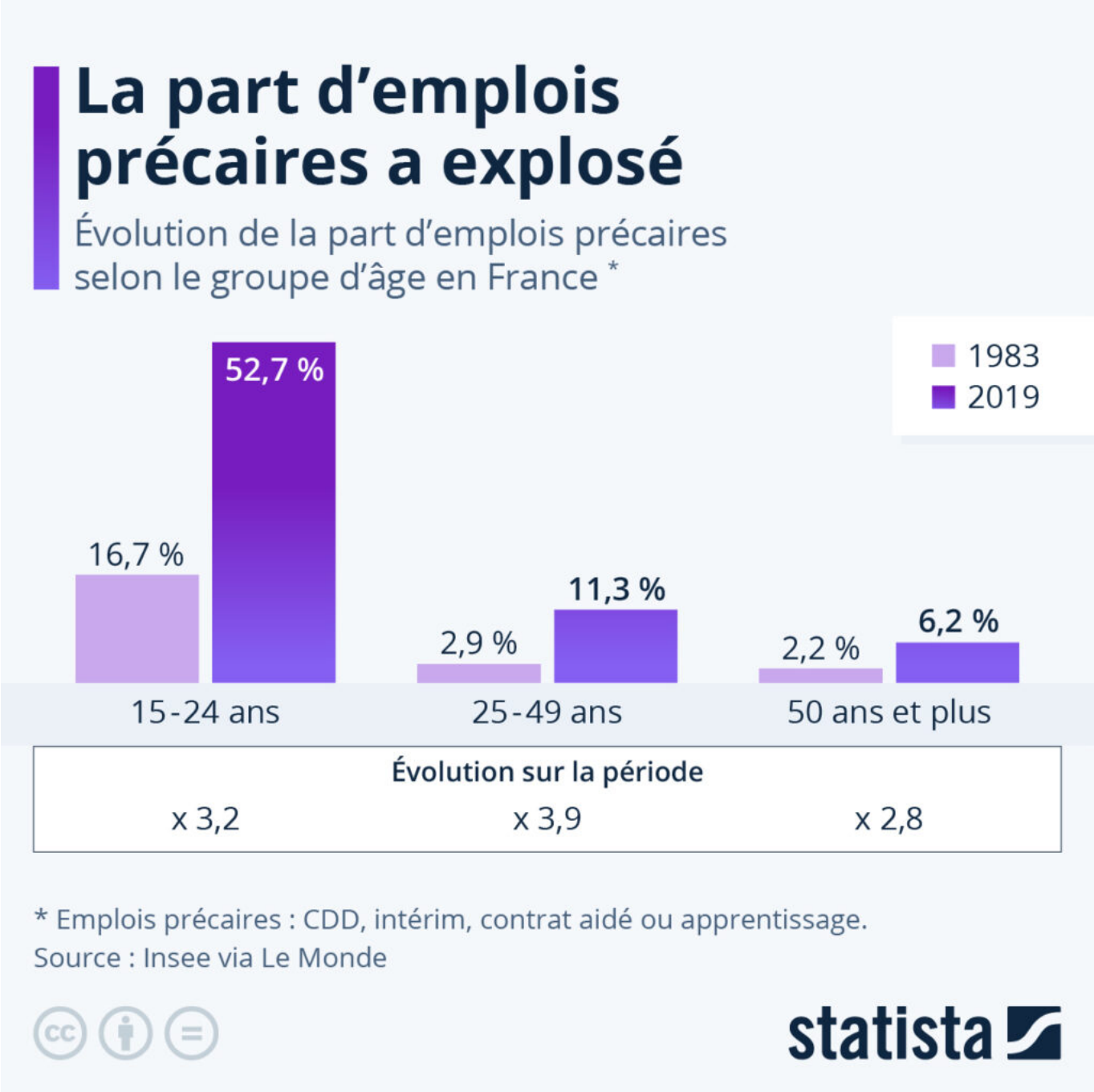
« Une part croissante des jeunes connaît des trajectoires d'entrée dans la vie active pour le moins heurtées, avec des séquences d'emplois précaires et de périodes de chômage de plus en plus fréquentes », explique le sociologue Camille Peugny. Actuellement, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) se situe à environ 17 % en France, soit un taux relativement élevé en comparaison avec les autres puissances économiques.

Comme le montre également le graphique ci-dessous, depuis les années 1980, la qualité de l'emploi s'est globalement détériorée pour l'ensemble des salariés français. La part d'emplois précaires a ainsi presque quadruplé pour les salariés de 25 à 49 ans, passant de 2,9 % à 11,3 % entre 1983 et 2019, et elle est

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

passée de 2,2 % à 6,2 % chez les plus de 50 ans (soit presque le triple). À noter que le taux de chômage général à l'époque était similaire à celui d'aujourd'hui : environ 7 % aux premiers trimestres 1983 et 2023.



Tristan Gaudiaut, Statista.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Emploi en Région Sud-Paca et Vaucluse, plus de 4 000 chefs d'entreprise sinistrés

En 2022, 4 039 chefs d'entreprise ont perdu leur activité professionnelle en région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur selon l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs de l'association GSC et la société Altares. Ce chiffre, en hausse de 25,4 % par rapport à 2021, représente 817 femmes et hommes impactés de plus sur un an.

Après 3 années marquées par les crises, les difficultés multifactorielles (remboursement des dettes Covid-19 et PGE (Prêt garanti par l'Etat), hausse des taux, inflation, augmentation des prix de l'énergie, pénuries… viennent accentuer les fragilités des chefs d'entreprise, alors même que les assignations Urssaf (Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales) n'ont pas encore repris.

Les dirigeants de TPE sont les plus touchés

Un âge moyen de 48,1 ans en région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur qui interpelle sur le rebond

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

professionnel des entrepreneurs. Les gérants de TPE (très petites entreprises) résistent plus difficilement aux aléas économiques. L'ensemble du territoire connaît une hausse du nombre d'entrepreneurs en situation de chômage.

Les dirigeants des Bouches-du-Rhône sont les plus impactés

Tous les départements de la région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur enregistrent une hausse du nombre d'entrepreneurs en situation de perte d'emploi. Le département des Bouches-du-Rhône, avec 1 513 chefs d'entreprise impactés, représente à lui seul près d'un tiers des pertes d'emploi de la région.

DR

La plus importante hausse se situe dans les Alpes-de-Haute-Provence

La plus forte hausse concerne le département des Alpes-de-Haute-Provence (102,2 %)
soit 91 entrepreneurs ayant perdu leur activité professionnelle. Le département des Alpes-Maritimes compte 1 016 chefs d'entreprise impactés (+10,9 %). La situation se dégrade également pour les entrepreneurs du Var et du Vaucluse avec respectivement : 814 (+ 35,4 %) et 504 entrepreneurs concernés (+ 44 %). 101 chefs d'entreprise du département des Hautes-Alpes se sont également retrouvés en situation de chômage, soit une hausse de 29,5%.

Chaque jour 11 chefs d'entreprise perdent leur emploi

«Chaque jour, plus de 11 chefs d'entreprise perdent leur emploi en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur indique Anthony Streicher, Président de l'association GSC (Association des syndicats patronaux et protection des dirigeants). Les chiffres de 2022 nous alertent sur une réalité que nous connaissions déjà.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

Les entrepreneurs doivent faire face à un contexte économique particulièrement difficile dans lequel les fragilités se multiplient et s'alimentent. Les pénuries de main-d'œuvre et la majoration des coûts énergétiques compliquent les défis auxquels ils devaient faire face. Alors que les tensions sur la trésorerie se font déjà sentir, la reprise des procédures d'assignation de l'Urssaf en 2023 pourrait encore accélérer la remontée des défaillances déjà observée en 2022.»

Le seniors sont les plus impactés

Les aléas économiques exposent les chefs d'entreprise senior à la tête de TPE, l'âge moyen des chefs d'entreprise impactés région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est de 48,1 ans. Dans le département des Alpes-Maritimes l'âge moyen atteint 49,4 ans. La question du rebond professionnel reste centrale pour cette population mature.

DR

Sécuriser son parcours professionnel de patron

«Ces signaux qui laissent présager un retour aux niveaux d'avant crise dès 2023, doivent nous amener à réfléchir collectivement à l'avenir que nous souhaitons proposer à ces femmes et ces hommes. Près de 2 entrepreneurs sur 3 n'ont pas anticipé une éventuelle perte d'emploi. Chacun doit être libre de sécuriser ou non son parcours professionnel mais ayons conscience qu'il s'agit collectivement de la capacité de reprise de la France,» poursuit Anthony Streicher.

Les petits entrepreneurs sont les plus touchés

Les entrepreneurs à la tête de structures de moins de 3 salariés représentent près de 8 pertes d'emploi

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

sur 10 dans la région en 2022. La masse salariale représente un coût important pour ces entreprises, auxquelles s'ajoutent les difficultés économiques conjoncturelles (remboursement des PGE, inflation, hausse des taux, facture énergétique…

Les business BtoC particulièrement exposés

Les entrepreneurs de la région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur exerçant une activité dans le BtoC particulièrement exposés. Malgré des carnets de commandes remplis, les entrepreneurs de la construction sont pénalisés par les difficultés d'approvisionnement, les coûts des matières premières et la pénurie de main d'œuvre.

Changement de comportement des consommateurs

Ainsi, 1 003 chefs d'entreprise du secteur se sont retrouvés en situation de chômage en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le changement de comportement des consommateurs, dans un contexte inflationniste, a des conséquences particulièrement fortes sur les femmes et hommes exerçant des activités en lien direct avec les consommateurs.

DR

Le commerce très fragilisé

Le secteur du commerce est le plus impacté avec 961 entrepreneurs de région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur en situation de chômage en 2022 dont 551 exerçant dans le domaine du commerce de détail. Le secteur de l'hébergement, restauration et débits de boissons concentre quant à lui 566 des pertes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

d'emploi du territoire. Parmi elles, 479 concernent la restauration. Donnée issue de la double enquête menée par l'IFOP (Institut français d'opinion publique) pour l'association GSC de juillet 2019.

Ce qu'il faut retenir

4 039 chefs d'entreprise sont au chômage en 2022, ce qui équivaut à une hausse de 25,4 % – soit 817 femmes et hommes impactés de plus depuis 2021 – et laisse présager d'un retour, voire un dépassement des niveaux d'avant crise dès 2023. Un phénomène qui s'explique par 3 années marquées par les crises, auxquelles s'ajoutent le remboursement des dettes Covid-19 et PGE, hausse des taux, inflation, augmentation des prix de l'énergie, pénuries etc.

Tous les départements de la région sont touchés, et notamment dans le département des Bouches du Rhône qui enregistre 1 513 chefs d'entreprise en situation de « chômage ».

Les aléas économiques exposent les chefs d'entreprise « senior » à la tête de TPE : l'âge moyen des chefs d'entreprise impactés en Provence Alpes Côtes d'Azur est de 48,1 ans.

Les gérants de TPE font également partie des publics les plus vulnérables avec près de 8 entrepreneurs/10 ayant perdu leur emploi en un an.

Les secteurs du B2C (business to consumer) principalement touchés : la construction, le commerce ainsi que l'hébergement, la restauration et les débits de boisson sont en première ligne des liquidations judiciaires en 2022.

MH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 décembre 2025

DR